

La fac se ferme aux enfants d'ouvriers...

Depuis quelques semaines, des inquiétudes quant au versement retardé des bourses du mois de novembre ont surgi dans le paysage médiatique. Soudain, on feignait la nouveauté, le « phénomène d'aujourd'hui ». Nouvelle, vraiment, la précarité ? Nouvelles, les fins de mois difficiles ?

Qui connaît la fameuse "précarité étudiante" sait combien les retards de paiement sont courants, combien une bourse s'avère souvent incapable de couvrir un « coût de la vie » toujours plus élevé (+4% entre 2010 et 2011). Malgré les mensonges de Wauquiez, ministre de l'enseignement supérieur, le constat est sans appel : les retards de bourse touchent l'ensemble des étudiant-e-s boursiers sur le territoire avec, bien souvent, des conséquences graves : découverts, retards de loyer, impossibilité de faire les courses... Plus inquiétant encore, le gouvernement a « oublié » de débloquer les fonds nécessaires au versement du dixième mois de bourse ! Wauquiez a ainsi beau jeu de proclamer « l'autonomie » des CROUS en matière de versements, quand il orchestre une pénurie généralisée de moyens à l'université, quand le gouvernement diminue le budget de 21 des 28 CROUS dans son projet de loi de finance pour 2012. Nous ne pouvons accepter que les bourses du mois de décembre ne soient pas budgétisées, après les retards de versement du mois de novembre. Nous ne pouvons accepter que les étudiants issus des classes populaires continuent à payer les conséquences d'une gestion hasardeuse et inéquitable. Nous devons réclamer non seulement le versement régulier et complet des bourses déjà dues, mais également l'élargissement des critères d'attribution et l'augmentation des sommes versées !

...la fac s'ouvre aux intérêts privés.

Depuis plusieurs années maintenant, une avalanche de réformes s'abat sur l'université. LMDE, LRU, RCE, Plan Licence, IDEX... autant de textes relevant d'une seule logique dénoncée par plusieurs mouvements étudiants forts et massifs. Il a été dit à de nombreuses reprises que ces textes mettaient en place, derrière un jargon entrepreneurial indigeste, une privatisation progressive des universités. Les graves conséquences de ces réformes se font déjà sentir. On a ainsi appris, en début d'année universitaire, que 8 universités françaises (sur 83) étaient en situation de déficit, et « bénéficiaient d'un accompagnement par un comité des pairs » qui s'apparente en fait à une mise sous tutelle de ces universités. Une véritable gestion des carences est par ailleurs déjà en place dans les universités lyonnaises : multiplication des frais annexes, locaux parfois inadaptés ou vétustes, précarisation accrue des personnels...

Sans parler du délire managérial généralisé au sein des facs, qui met en péril la qualité des enseignements, et prétend dresser une hiérarchie entre des filières « bankables », capables de fabriquer de la chair à patron, et des filières « parasites ». Mais le cas de l'université n'est pas isolé : ce sont aujourd'hui l'ensemble des services publics qui subissent des refontes libérales et des coupes sombres dans les budgets, refontes et coupes qui provoquent, pour la population, une dégradation continue de conditions de vie déjà difficiles.

Une seule logique : nous faire payer la crise !

La dégradation continue de nos conditions de vie et d'étude répond d'une logique générale que nous devons garder à l'esprit, et qui nous oblige à agir dans le sens d'une lutte massive, bien au-delà du seul cadre universitaire, car les boursiers d'aujourd'hui sont aussi bien souvent les SMICards, les allocataires du RSA de demain, dans une université de la reproduction sociale renouvelée. Les termes volontairement flous « d'austérité », de « crise », de « récession » ou de « crise de la dette » sont la réalité des classes populaires : nous subissons l'austérité, nous payons leur crise, nous sommes en récession, et nos comptes en banque ne seront pas renfloués par le gouvernement. Le gouvernement, le patronat veulent que nous pensions dans les termes qu'ils ont choisi, ces termes sont ceux de l'urgence dictée par la crise, de la nécessité de « faire des efforts » pour ceux qui vivent impunément de ces efforts depuis trop d'années. Il est temps de dicter collectivement nos termes.

- **Pour le paiement immédiat et à date fixe des bourses, et l'augmentation de celles-ci en nombre et en valeur !**
- **Contre le non-versement des bourses du mois de décembre et l'absence de budgétisation du dixième mois !**
- **Contre les logiques de privatisation de nos facs**
- **Contre les politiques de crise et la précarisation généralisée, qui frappe notamment les étudiants**

*Nous, étudiant-e-s mobilisé-e-s des universités de Lyon, appelons l'ensemble des étudiant-e-s à nous rejoindre le **JEUDI 15 DECEMBRE** :*

- **13h30** devant la **cafeteria du site Lyon 2 Quais**, afin de rejoindre la manifestation unitaire de l'éducation qui partira à **14h** de la **Bourse du Travail**
- **16h** devant le **CROUS de la Madeleine** pour exiger le paiement des bourses (mettre en évidence)